



## L'ex-premier ministre libanais Saad Hariri, un homme aux ordres

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 06 novembre 2017

[Mandaniya](#) 5 novembre 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Saad Hariri n'est pas un homme d'ordre, mais un homme aux ordres et son comportement imprévisible fait désordre.

Sa démission samedi 4 Novembre 2017 de son poste de premier ministre, inopinément, sur claquement des doigts des Saoudiens, accrédiée l'image d'un fantoche, d'un homme de paille de la dynastie wahhabite, à l'origine de sa fortune et de promotion politique.

Signe de sa dépendance extrême à l'égard de ses parrains, c'est depuis l'Arabie saoudite et non depuis Beyrouth, la capitale d'un pays dont il est le chef du gouvernement, qu'il a annoncé sa démission, camouflant son abandon de poste par une violente diatribe contre l'Iran et le Hezbollah, son rival politique victorieux de toutes ses confrontations face au chef du clan saoudo américain au Liban.

Depuis l'Arabie saoudite, qui lui a infligé camouflet sur camouflet lors de sa faillite, sans la moindre aide, sans la moindre attention au sort des centaines d'employés que l'héritier failli a été contraint de licencier et de réduire au chômage sans la moindre indemnité, dans la pure tradition du capitalisme sauvage pétro monarchique.

Précédée par la convocation à Ryad de tous les hommes liges libanais du bailleur de fonds saoudien, -Samir Geagea, Samy Gemayel, les chefs des anciennes milices chrétiennes pro israéliennes, le Patriarche maronite Béchara Rahi- tous munis d'un ordre de mission d'un ministricule saoudien, Tamer Al Sabhane, ordonnant «l'expulsion du Hezbollah du gouvernement libanais», cette démission paraît devoir traduire la volonté du Royaume d'engager l'épreuve de force contre l'Iran et son allié chiite libanais, alors que l'Arabie Saoudite et son protecteur américain enregistrent revers sur revers tant en Syrie, qu'en Irak et que la coalition pétro monarchique est enlisée dans une guerre sans fin au Yémen.

«De soustraire le Liban du champ de bataille afin de le contraindre à une normalisation avec Israël dans la foulée de la diplomatie saoudienne, dénoncera Sayyed Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah Libanais, à l'annonce de cette démission.

La démission forcée du dirigeant sunnite libanais s'est accompagnée d'une purge sans précédent au pouvoir dans le royaume saoudien portant sur 4 ministres, onze princes, le commandement de la garde nationale, le fief ultra conservateur de la dynastie wahhabite, afin de brider toute contestation du pouvoir du jeune prince héritier Mohamad Ben Salmane (MBS) et aspirant impétueux à la succession de son père.

Elle pourrait entraîner le Liban dans une spirale infernale, dans le droit fil de la politique israélo-américaine visant à la neutralisation du Hezbollah et déboucher à terme sur une nouvelle épreuve de force avec Israël.

Depuis l'an 2000, Israël n'a jamais remporté un succès décisif face au Hezbollah, un des décideurs majeurs sur le plan régional et un des grands vainqueurs de la guerre de Syrie. La dernière confrontation Israël-Hezbollah en 2006, s'est soldée par une humiliante retraite israélienne du sud Liban et la double démission du premier ministre Ehud Olmert et du chef de l'aviation Dan Haloutz.

L'abdication de Hariri Jr devant l'oukaze saoudien est intervenue moins d'un an après sa nomination à la tête du gouvernement, après une éclipse de cinq ans marquée par la déconfiture retentissante de son empire.

En guise de justificatif à sa démission, le milliardaire failli a dénoncé le rôle néfaste de l'Iran et du Hezbollah. L'Iran, et non l'Arabie, incubateur du terrorisme islamique. Le Hezbollah, le sentinelle de l'Indépendance libanaise, celui là -même qui a fermé l'œil sur ses jongleries financières avec la banque centrale libanaise pour le renflouer. Le Hezbollah qui a cautionné son retour au pouvoir par une entente avec le président Michel Aoun.

Onze mois de gouvernance exactement; un délai court mais suffisant pour lui permettre de se reconstituer, avec la bienveillance du Président libanais Michel Aoun et du Hezbollah, une santé financière notamment grâce au reprofilage arbitraire de sa dette par la Banque Centrale du Liban, l'acquisition injustifiée des terres du domaine publique maritime libanais, et la réaffectation des chômeurs de ses entreprises dans des services publics libanais.

Pour justifier sa fuite, le fugitif permanent de la vie politique libanaise a assuré qu'il avait fait l'objet d'une tentative d'attentat, un argument similaire que le quotidien français Libération s'était dévoué à avancer en 2011 pour expliquer sa déportation vers l'Arabie saoudite.

## **HÉRITIER PROBLÉMATIQUE ET PARFAIT EXEMPLE D'UN DIRIGEANT OFF SHORE**

Signe de son attachement au Liban, ce flying Dutchman de l'époque contemporaine, en errance perpétuelle, n'a jamais, bien jamais, fait séjourner sa famille -son épouse d'origine syrienne et ses deux enfants- au Liban, vivant leur scolarité et leurs vacances entre l'Arabie saoudite, Paris et le sud de la France.

Héritier problématique, Saad Hariri constitue un parfait exemple d'un dirigeant off shore. A l'image de l'opposition syrienne off shore pétro monarchique, dont il fut un ferme soutien.

L'histoire des relations internationales abonde en effet d'exemples de gouvernement en exil, de gouvernement provisoire ou de gouvernement transitoire, mais nulle part ailleurs qu'au Liban ne s'est pratiqué l'exercice au quotidien d'un gouvernement off shore. Un chef de gouvernement dûment investi mais quasiment absent du siège de son pouvoir, n'y faisant escale qu'entre deux voyages, gérant à distance un pays pourtant considéré comme l'épicentre d'une zone névralgique.

Le mérite en revient à Saad Hariri, l'héritier problématique de son père assassiné, Rafic Hariri, le milliardaire libano saoudien, dont la mandature gouvernementale constituera, c'est là son unique titre de gloire, une rare contribution à la science politique contemporaine. Le premier cas dans l'histoire d'un gouvernement par télécommande (remote control), dans la

double acception du terme, un gouvernement téléguidé par ses commanditaires saoudiens, dont il répercute les consignes par télécommande, depuis son lieu d'exil, à ses collaborateurs délocalisés au Liban.

En pleine offensive israélienne contre le Liban, en juillet 2016, il désertera la champ de bataille, Beyrouth, une capitale dont il est député et chef de son bloc parlementaire majoritaire, pour se mettre au frais dans les palaces climatisés d'Arabie saoudite, glanant au passage le titre de «planqué de Beyrouth».

Il récidivera six ans plus tard. En pleine tourmente de la révolte arabe du printemps 2011, l'homme insensible aux bouleversements de sa zone, demeurera cinq ans hors du Liban en quête d'un mirobolant contrat, à l'effet de le renflouer et de payer ses créanciers ses propres frères et sœurs, ayant opté pour la séparation des biens, face à un être aussi aléatoire.

### **LE CHEVAL DE TROIE DE LA FRANCE DANS LES PROJETS DE RECONSTRUCTION DE LA SYRIE.**

Ultime point d'ancrage de la France au Liban, Jupiter de France a volé à son secours au lendemain de la magistrale victoire du Hezbollah libanais, l'été 2017, sur les groupements terroristes Daech et Jabhat An Nosra, qu'il a éradiqués de la zone frontalière syro libanaise.

Sa visite à Paris au lendemain de la reddition de Daech, de surcroît le jour de la fête religieuse d'Al Adha, était destinée à détourner l'attention de l'opinion française sur l'exploit militaire réalisé par son rival chiite.

En voulant donner de la visibilité au premier ministre libanais en faillite politique et financière, la France a voulu renflouer un de ses rares partenaires au Liban. Tout d'abord politiquement, par son accueil par le président Emmanuel Macron, accréditant ainsi l'image d'un interlocuteur des dirigeants occidentaux, puis économiquement en acceptant de servir de paravent aux entreprises françaises, sous couvert de sociétés mixtes franco-libanaises dans le plan de reconstruction de la Syrie, dont la France est exclue.

Incorrigible, sa nouvelle défection du champ de bataille alors que les menaces israéliennes se font de plus en plus précises contre le Liban va définitivement ancrer l'image d'un pantin désarticulé au gré des aléas de la stratégie erratique saoudienne. Un être sans consistance, ni substance.

«Les marins de toutes les nations croient à l'existence d'un bâtiment hollandais dont l'équipage est condamné par la justice divine, pour crime de pirateries et de cruautés abominables, à errer sur les mers jusqu'à la fin des siècles. On considère sa rencontre comme un funeste présage».

Que les oracles préservent le Liban de ce Flying Dutchman de l'époque contemporaine.

René Naba

Source de la photo :

<http://nna-leb.gov.lb/en/show-news/58509/Hariri-sends-condolences-to-the-presidents>

Articles Par : [René Naba](#)

## A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI<sup>ème</sup> siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)